

Il y a cinq ans, Bakhtiar contre les ténèbres

Le 11 février 1979 : la radio iranienne interrompt ses émissions au milieu de la journée pour annoncer un communiqué du "conseil supérieur de l'armée" : "L'armée iranienne a le devoir de protéger l'indépendance et l'intégrité territoriale de notre cher pays. Elle a jusqu'à présent, au milieu des troubles qui ont ensanglanté notre Patrie, accompli de son mieux le devoir de défendre les différents gouvernements légaux du pays. Etant donné la récente évolution de la situation intérieure, le Conseil Supérieur de l'Armée s'est réuni aujourd'hui 22 Bahman 1357 à 10h30 et a décidé, à l'unanimité, de déclarer sa neutralité dans les querelles politiques qui opposent les factions, ceci afin d'éviter aussi bien d'accroître le chaos et l'anarchie intérieure que d'ensanglanter le pays". "Ordre a été donné aux unités militaires de réintégrer leurs casernes..." C'est le chef de l'Etat-major de l'armée, le général Gharabaghi, qui en réalité avait pris l'initiative de proclamer la neutralité de l'armée en assimilant le gouvernement Bakhtiar à une "faction". Aussitôt après ce communiqué, le premier ministre de Khomeiny, Médhi Bazargan, déclarait que l'armée iranienne avait reconnu la légitimité de son gouvernement. Quelques heures après ce coup de force militaire, le gouvernement de Chapour Bakhtiar était renversé par les fous d'Allah.

C'est le premier janvier 1979 que Bakhtiar fut chargé par le Chah, conformément à la Constitution iranienne, de constituer un gouvernement constitutionnel. Il avait auparavant posé plusieurs conditions à l'acceptation de cette tâche, dont le départ du Chah et la dissolution de la Savak en étaient les plus importantes. En présentant son gouvernement devant l'Assemblée Nationale, il devint le 3 janvier 79 officiellement le dernier Premier Ministre de la monarchie constitutionnelle.

Le soir du 1^{er} janvier 1979, Bakhtiar lança un message à la nation, diffusé par la Radio, dans lequel il déclara vouloir "conduire le pays à un régime social-démocrate" et dénonça "la répression et la corruption" qui sévissaient en Iran depuis la chute de Mossadegh en 1953. Le nouveau Premier Ministre fut condamné tout d'abord par ses "anciens amis" du Front National dont il allait être exclu. Le 2 janvier 79, un "porte-parole" du Front National déclarait aux micros de France-Inter : "La solution Bakhtiar est la solution du pouvoir, et je ne crois pas que le pouvoir ait d'autre issue que de céder la place...". Pendant ce temps, dans les rues de la capitale, la population khomeiniste s'en prenait à Bakhtiar, le traitant de "collaborateur" et prêchant la lutte armée contre son gouvernement (voir le "Monde" du 3 et 4 janvier 79).

Mais Bakhtiar fut confronté à un autre phénomène difficile à neutraliser, et c'était le rôle joué par le programme en langue persane de la BBC dans l'encouragement du mouvement khomeiniste. A l'époque, la population s'informait principalement en écoutant la BBC. Paul Balta nous révèle l'influence de la BBC sur un groupe de villageois à Varamine près de Téhéran :
 "- Etes-vous au courant de l'évolution de la crise ?

- Bien sûr, il y a des transistors,
 - Vous écoutez la BBC ?

Eclats de rire d'un groupe de jeunes (en effet, tout le monde dit dans le pays que, pour connaître les événements du monde entier, on peut écouter la radio iranienne, mais pour savoir ce qui se passe en Iran, il faut capter la BBC); un jeune, rougeaud, commente d'un air malicieux : "Nous l'écoutons avec des camarades, puis nous racontons aux autres" (le Monde 2 janvier 79).

Mais qui était donc ce Bakhtiar dont le courage et la témérité gênaient tellement de monde à l'intérieur et à l'extérieur du pays ? Voici le portrait qu'en fit Paul Balta, à peine deux jours après son investiture : "...Il se réfère à un système de valeurs que ne partagent pas les moins de vingt-cinq ans, qui forment 60 % de la population. Ce social-démocrate pro-occidental considère l'ayatollah Khomeiny comme un "vieux fou irresponsable", alors que tant de ses concitoyens vouent un culte au patriarche de Neauphle-le-Château, en qui ils voient le "seul chef politique intègre et cohérent"...

"Bien qu'appartenant à la Tribu des Bakhtiar, réputée pour sa fidélité au Chah, il n'a jamais caché son hostilité au souverain et à son entourage. Rentré en Iran en 1946, il devient rapidement un des animateurs du parti Iran, composante social-démocrate du Front National (...). Plus d'une fois, il a déploré devant nous la paralysie économique du pays et exprimé la crainte de voir les religieux accéder au pouvoir. Il souhaitait qu'une solution constitutionnelle permette, avec la bénédiction des Etats-Unis, d'écarter à la fois le Chah et l'ayatollah Khomeiny en laissant les leviers de commandes à l'intelligentsia laïque, moderniste et éclairée... (le "Monde" 5 janvier 79).

Tandis que Bakhtiar continuait ses efforts en vue de réaliser les revendications de la Nation, de l'autre côté du monde, les dirigeants des grands pays de l'ouest discutaient, entre autres sujets, de l'avenir de l'Iran au sommet de la Guadeloupe. Jacques Amalric souligna dans le "Monde" du 6 janvier 79 que face à un président Carter indécis, le Président Giscard d'Estaing "pourra faire valoir qu'il a eu quelque mérite à maintenir un "pont" avec... l'ayatollah Khomeiny...". La Guadeloupe démontra également que l'Occident était très réservé sur la solution démocratique de la crise iranienne. Par contre, les entretiens de la Guadeloupe eurent un effet bénéfique pour l'Internationale Khomeiniste qui s'est sentie encouragée par les résultats du sommet. Ainsi, le futur Premier Ministre de Khomeiny déclara le 8 janvier au journal "Keyhan" : "Ce que fait aujourd'hui le clergé combattant chiite sous la direction de l'ayatollah Khomeiny est sans précédent depuis 12 siècles". Tandis que Bakhtiar ne pouvait que prétendre que ce qu'il était en train de réaliser en Iran était "sans précédent" simplement depuis un quart de siècle. En devenant Premier Ministre, il promit d'abolir la censure sur la presse. N'était-ce pas l'une des revendications les plus fondamentales de l'opposition et la condition préalable à l'établissement d'un régime démocratique ? Jean Gueyras écrit dans le "Monde" du 9 janvier : "Le nouveau Premier Ministre, M. Bakhtiar a tenu sa promesse d'abolir la censure sur la presse... La lecture des premiers numéros de Keyhan et d'Etelaat est fort instructive... La censure a été abolie, et pour la première fois depuis un quart de siècle, la presse a retrouvé sa liberté. Les journalistes ont d'ailleurs profité de cette liberté d'expression, qui ne facilitera guère la tâche du nouveau Premier Ministre : le portrait de Khomeiny, avec, en légende, ses déclarations virulentes contre le régime, est à la une de tous les journaux..."

En réponse à ce geste de Bakhtiar, le front National déclara récuser "tout gouvernement constitué sans l'accord des religieux" (le "Monde" 10 janvier)

Le programme Bakhtiar

Décidé à poursuivre son œuvre, Chapour Bakhtiar présenta le 12 janvier 79 son programme gouvernemental devant l'Assemblée en déclarant : "Mon gouvernement est le résultat logique de la révolution qui se déroule depuis deux ans afin de mettre fin aux violations permanentes du droit et aux calamités indescriptibles qui dominent le pays. Mon gouvernement est guidé par les principes et buts du Front National et s'efforce de les réaliser..." Il précisa ensuite son programme dont les principaux points étaient les suivants :

- Garantir la liberté d'expression, de réunion et de presse
- la dissolution de la SAVAK
- le jugement des responsables de la corruption et de la répression
- la libération des prisonniers politiques et leur réhabilitation depuis 1953
- versement d'indemnités à tous ceux qui pour des raisons politiques ont été emprisonnés ou torturés
- abolition progressive de la loi martiale
- proclamation comme martyrs des morts et versements

d'indemnités à leur famille

- préparation des élections libres à tous les échelons
- la décentralisation administrative du pays

En ce qui concerne la politique étrangère de l'Iran, Bakhtiar proclama les principes suivants :

- renforcement des liens avec les pays islamiques
- défense de la charte des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
- condamnation de l'apartheid et le régime de l'Afrique du sud
- solidarité avec les Arabes et défense des droits palestiniens

Ce programme trop en avance sur les revendications populaires n'était pas au goût de ceux qui cherchaient à tout prix à éviter l'avènement d'une société démocratique en Iran. L'internationale khomeiniste ne désarmait malheureusement pas. Tandis que Bakhtiar présentait sa politique gouvernementale à la Nation, le parti Toudeh lançait un appel à la lutte armée "pour en finir avec le régime du Chah" (entendez le gouvernement Bakhtiar). Au même moment, au lieu de lui porter leur aide, des "intellectuels" iraniens aussi lançaient leurs flèches sur Bakhtiar. Même nous lisons dans un journal comme le "Monde" : "L'attitude de l'ayatollah Khomeiny peut être, d'un point de vue politique, jugée de façons diverses. Mais dans l'ordre religieux, elle est sans conteste nécessaire et féconde... Les autorités spirituelles d'un pays sérieux n'ont jamais intérêt à se livrer à des mômeries courtoises envers l'Etat", et de conclure : "Nous devrions tous, je l'espère, nous sentir un peu chiites" (le "Monde" 13.1.79)

Depuis que ces lignes ont été écrites, le monde entier a eu, hélas, le triste privilège de connaître en détails, la "fécondité" de l'attitude de l'ayatollah sur le plan religieux et politique !

Après le départ du Chah

Le départ du Chah pour l'Egypte devait permettre d'apaiser les esprits et de neutraliser le mouvement khomeiniste. Le Chah quitta l'Iran le 16 janvier et aussitôt après son départ, le Premier Ministre s'adressa en ces termes à la Nation : "En l'espace de dix jours et compte tenu d'énormes difficultés, j'ai pu proposer à la Nation iranienne un programme qui peut être celui des partis politiques les plus progressistes (...)

Le moment est venu de démontrer au monde entier que notre pays peut devenir un pays libre, indépendant et démocratique. Nous ne devons pas porter atteinte aux droits des personnes qui n'ont pas la même opinion et le même choix que nous..."

Mais il y avait beaucoup de "sourds" et "malentendants" dans le pays et parmi les hommes politiques. Les anciens amis de Bakhtiar se réservaient le droit de porter les coups les plus durs à leur ex-compagnon de route. Sandjabi s'en prenait désormais directement au "gouvernement en place" qui "veut créer une confusion dangereuse en se réclamant de l'héritage de Mossadegh et du Front National" (J. Gueyras, le "Monde" 17.1.79). Mais Sandjabi alla plus loin qu'une simple dénonciation du gouvernement Bakhtiar. Il déclara un jour plus tard :

“Le départ du Chah ne doit pas nous faire oublier que l'appareil de l'Etat domine toujours le pays avec le gouvernement illégal qui a été désigné par lui pour gérer les affaires du pays” et exigea finalement “le démantèlement de la monarchie illégale” (J. Gueyras, le “Monde” 18.1.79). Pourquoi pas ? Puisque Sandjabi avait l'espoir “légitime” de devenir le 1^{er} Président d'une République Khomeiniste. D'autant plus que deux jours plus tôt, M. Carter avait évoqué devant la N.B.C. l'éventualité d'un tel changement : “Un changement à la tête du gouvernement ou même un changement - que nous espérons léger - dans la forme de ce gouvernement ne signifie pas que l'Iran n'existe plus...” (le “Monde” 18.1.79).

viable, de demander la modération aux militaires et d'offrir une aide” (le “Monde” 20.1.79). On ne peut, il est vrai, être plus clair. Il s'agissait d'isoler Bakhtiar et de lui retirer le soutien de l'armée. M. Clark se rendit le 22 janvier à Neauphle-le-Château pour rejoindre son compatriote, le professeur James Craft, qui avait passé une dizaine de jours avec l'ayatollah et avait préparé le terrain. Il avait rassuré les esprits douteux que la République islamique de l'ayatollah “sera basée sur la démocratie, la liberté de religion, la justice sociale et le développement de l'agriculture” (Etelaat 20.1.79). Toutefois, les renseignements les plus instructifs au sujet du sort de Bakhtiar nous furent apportés par M. Clark après son



Bakhtiar : “Il y a des principes sur lesquels je suis intransigeant”

Pensant que le feu vert avait été donné, l'offensive tous azimut contre Bakhtiar se généralisa. Des manifestations de rue organisées par la pègre s'amplifièrent et des slogans tels que “gouvernement islamique”, “Bakhtiar et les Yankees, go home” furent lancés par les manifestants manipulés. Il est vrai que Bakhtiar était le seul obstacle majeur à l'avènement d'un “Gouvernement islamique” et qu'il fallait à tout prix l'abattre. D’“éminentes” personnalités américaines allaient apporter leur soutien à l'édifice islamique. Après son séjour à Téhéran, M. Ramsey Clark, ancien Ministre américain de la Justice, déclara qu'il conseillerait à l'administration américaine “d'entrer en contact avec l'ayatollah Khomeiny, d'admettre que le gouvernement Bakhtiar n'était guère

entretenu avec le “prophète” le 22 janvier : “Selon M. Clark, le gouvernement de M. Bakhtiar n'est qu'une “façade”. Cet avis serait, selon lui, partiellement partagé par M. William Sullivan, l'ambassadeur américain à Téhéran, qui estime que ce gouvernement “ne constitue pas une solution définitive” (le “Monde” 24.1.79). En attendant de voir surgir une “solution définitive”, les yeux des faiseurs de “solutions” se tournèrent vers Moscou sans lequel aucune solution ne pouvait être “définitive”. Et voilà que le “Monde” du 24 janvier 79 titre : “Moscou prend parti pour l'ayatollah Khomeiny”, et précise que selon l'Agence Tass “A Téhéran, on reconnaît que le pouvoir réside réellement en Khomeiny et non dans le Premier Ministre Bakhtiar”. Au moment même

et sur le plan intérieur, on travaille à la mise en place de la "solution définitive" (lisez "finale") : le 23 janvier 79, Messieurs Bazargan et Minatchi rencontrèrent, de la part de Khomeiny, le chef de la SAVAK, le général Moghadam. Cette rencontre eut lieu avec la bénédiction de l'ambassadeur américain, M. Sullivan (voir le document 35 des papiers diplomatiques américains, publiés par les occupants de l'ambassade de Téhéran).

Revenons quelques jours en arrière et laissons la parole à Bakhtiar afin qu'il puisse clarifier une fois de plus sa position. Il fut interrogé par Edouard Lor d'Antenne 2, devant un portrait géant de Mossadegh : "... Je me suis engagé, dit-il, à sauver, si je puis dire, le pays du désordre et du chaos en lui donnant une direction sociale démocrate et je poursuis ma route". Et quand E. Lor lui demanda s'il était prêt à laisser sa place à Khomeiny, il répondit : "Je ne laisserai pas ma place à un ayatollah, de même que l'ayatollah n'est pas prêt à me laisser sa place". Et au sujet de la légalité de son gouvernement, il déclara : "Il y a une constitution; ou vous acceptez cette constitution ou vous ne l'acceptez pas. Moi, je l'accepte. Je dis seulement qu'elle a été violée pendant des années et des années par le Roi. Maintenant, il faut établir dans le sens démocratique ce que nous avons perdu pendant des années. Voilà mon point de vue et le point de vue de l'immense majorité des gens qui pensent avant de parler" (entretien accordé le 20 janvier 79 à Antenne 2).

Tout en restant ferme sur ses positions, Bakhtiar ne voulut pas fermer la porte aux négociations. Il s'efforça de parvenir, non pas à une entente, mais à un minimum de consensus avec Khomeiny afin d'éviter les effusions de sang inutiles. C'est pourquoi il envoya à Khomeiny un message élaboré en collaboration avec Bazargan et Béhécti, pour lui proposer une rencontre. Khomeiny accepta une première fois la proposition Bakhtiar. Par la suite, et à cause de l'intervention de Bani-Sadr, de Sandjabi, etc... il revint sur sa décision et annula purement et simplement la rencontre prévue. Karim Sandjabi déclara à ce propos à un groupe de journalistes : "Qu'il y avait bel et bien un complot d'inspiration américaine pour établir une sorte d'accord entre l'ayatollah et M. Bakhtiar en vue de maintenir ce dernier à la tête du gouvernement" (J. Gueyras le "Monde" 30.1.79). Plus tard, M. Bani-Sadr se vantera dans son livre d'avoir saboté cette rencontre en intervenant auprès de Khomeiny.

Dorénavant, les uns et les autres préparent activement l'avènement du khomeinisme. L'internationale khomeiniste s'active; de l'intérieur et de l'extérieur des voix s'élèvent pour réclamer la République, non pas tout court, mais "islamique". Le vieux Bazargan conseilla à Bakhtiar de démissionner en invoquant les raisons suivantes : "J'étais partisan d'une politique par étapes, moins couteuse en vies humaines. Khomeiny, pour sa part, considérait que tout atermoiement risquait de faire tomber l'esprit révolutionnaire des masses. Aujourd'hui je dois admettre qu'il avait raison, car sa méthode de lutte a été couronnée de succès" (le "Monde" 25.1.79).

De son côté le moins vieux Hassan Nazih, bâtonnier de l'Ordre des avocats de Téhéran et membre du Front National déclara, dans un entretien accordé à Paul Balta au sujet du futur régime islamique et de sa Constitution : "L'ayatollah, qui est un homme intelligent et avisé, sou-

haite consulter beaucoup de gens avant de mettre au point ce texte (...). La république islamique serait fondée sur les principes de la déclaration des Droits de l'Homme" (le "Monde" 31.1.79). Dans le même numéro du journal le "Monde" nous découvrons également plusieurs autres articles allant dans le sens du khomeinisme : M. Ghotbzadeh lançait un "appel aux libéraux" afin de soutenir Khomeiny; M. Yan Richard se faisait l'avocat de la théorie de Shari'ati au sujet du gouvernement islamique et M. Kéchavarz exigeait l'abolition de la monarchie en proposant que les institutions de l'Etat soient "les unes purement et simplement détruites, les autres purgées des agents corrompus de l'ancien régime..." (le "Monde" 31.1.79).

Une fois que l'élaboration théorique faite par les intellectuels s'achève, il convient de confier la construction pratique du gouvernement islamique au bras "armé" du mouvement, à savoir l'organisation des "Moudjahédines du peuple". Le 29 janvier 79, les "Moudjahédines" revendiquent la responsabilité d'un attentat perpétré contre un député de la ville d'Abadan : "L'organisation a lancé un avertissement à tous les députés, leur réservant le même sort au cas où ils désobéiraient aux ordres de l'Imam Khomeiny" (AFP - le "Monde" 31.1.79). Le jour suivant (le 30) survint un événement important pour la mise en place pratique du nouveau régime : dans l'après-midi, M. Bazargan rencontre le chef d'Etat-Major de l'armée, le Général Gharébaghi. Ce dernier assure M. Bazargan que "l'armée ne s'opposera pas au changement" (rapport envoyé par Sullivan au Département d'Etat, publié par les occupants de l'Ambassade américaine de Téhéran).

Le retour du mythe

En démocrate conséquent, Bakhtiar ne pouvait pas empêcher Khomeiny de revenir en Iran. Aussi, M. Khomeiny et ses acolytes arrivèrent en Iran le 1^{er} février 1979. Et tandis que "plusieurs millions d'Iraniens" acclamaient, selon le "Monde", l'ayatollah, Chapour Bakhtiar "évoqua le danger d'une dictature noire" (le "Monde" 2.2.79). Après son arrivée à Téhéran, l'ayatollah se rendit au cimetière de Béhécté-Zahra, et au cours d'un discours violent, attaqua le ministère Bakhtiar en promettant de respecter les militaires et la dignité des femmes iraniennes (le "Monde" 3.2.79). La réponse de Bakhtiar fut simple et claire : "de loin il y avait un mythe, maintenant il n'y a plus de mythe".

La situation se détériorant, les gens se posaient la question de savoir si Bakhtiar allait céder au chantage, 24 heures après l'arrivée du "mythe" en Iran, le Premier Ministre participait à l'émission "téléphone sonne" de France-Inter. Il déclara au cours de cette émission : "...Je continuerai à laisser les portes ouvertes. Mais il y a des principes sur lesquels je suis intransigent. Que je sois Premier Ministre, que je sois le balayeur de la rue, je suis pour la démocratie. Je ne suis pas pour la populace, je suis pour le peuple. Dans les circonstances parfaitement démocratiques j'accepte le verdict, mais dans l'état d'excitation hystérique que vous voyez, dans les rues, ce n'est pas un état normal... évidemment, c'est le résultat

de 25 ans de dictature, comme vous le savez. Un système qui a conduit le pays au désastre actuel. Pour moi, le problème de Khomeiny, le problème du Chah et la Constitution et tout, viennent après le problème fondamental qui est l'existence et l'unité de l'Iran (France-Inter le 3.2.79). Hélas, la "révolution de palais" ne pouvait plus s'arrêter. Le soir du 4 février, une rencontre eut lieu entre un Américain décrit par Sullivan comme : "American businessman and self-styled international intriguer" et le Général Hossein Fardoust, ami intime et confident du Chah, et chef des renseignements impériaux. Voici l'extrait d'un rapport concernant cet entretien, envoyé par l'ambassadeur américain Sullivan au Département d'Etat le 7 février 1979 : "According to Nathanson, Fardoust seeks an accommodation among Khomeiny, USG, and pro-western elements such as himself. Bakhtiar has little following outside the army, and it is time to concentrate upon moderating Khomeiny. It is fact essential to ensure that Khomeiny's new govt will be successful, because if he fails, the communists are sure to seize power (...). In particular, we must ensure that the army stays out of the political arena. Army should support either Bakhtiar nor Khomeiny. Fardoust expects embassy reply regarding USG position..." (document publié par les occupants de l'Ambassade américaine de Téhéran).

Le lendemain de la rencontre Fardoust-Nathanson, M. Bazargan fut nommé Premier Ministre par Khomeiny et chargé de constituer un gouvernement provisoire islamique. Le journal le "Monde" du 6 février 79 titre : "Des contacts auraient eu lieu entre les religieux et certains chefs militaires". Pendant ce temps, M. James Bill se trouve à Téhéran afin de rehausser l'image de Khomeiny. Avant lui, son compatriote le Général Huyser était parvenu à faire admettre la solution de neutralité à certains chefs militaires. James Bill déclara à Paul Balta : "Khomeiny n'est pas un vieux fou, mais un homme instruit dans le cadre traditionnel" (le "Monde" 8.2.79).

Bakhtiar s'efforce toujours de rester fidèle à ses engagements. Il accorda un entretien à P. Balta, publié dans le "Monde" du 9.2.79, dans lequel, il déclara : "Je dis non à la dictature des mollahs" avant d'ajouter au sujet de Khomeiny "...Mais je dis non à son archaïsme. Nous n'allons pas remplacer une dictature usée par une dictature pleine de sève. Nous n'avons pas dissous la SAVAK pour en avoir deux, celle des mollahs et celle des communistes". Et Bakhtiar de faire une prévision géniale "...Les yeux des gens vont s'ouvrir. Ils finiront par se rendre compte que Khomeiny est un homme jaloux et ignare qui ne veut ni parler ni entendre parler de Mossadegh, qui a pourtant nationalisé le pétrole" (P. Balta le "Monde" 9.2.79).

Cependant, l'aveuglement de la population, le mensonge organisé, la trahison de certains chefs militaires et la débilité de beaucoup d'intellectuels finirent par payer. Le complot réussit le 11 février 79, par l'annonce officielle de la "neutralité" de l'armée. Le "Monde" du 13.2.79 titre : "La victoire de la Révolution - l'armée s'est effacée devant les insurgés, et la garde impériale s'est rendue". Quelques mois après la victoire de la

"Révolution islamique", M. Bazargan, dans une lettre envoyée au journal "Etelat", donnera quelques précisions au sujet des tractations en coulisse : "...C'est alors que les ambassadeurs des pays européens et des Etats-Unis, qui ne songeaient auparavant qu'à soutenir l'ex-Chah et l'ordre monarchique, se trouvèrent confrontés au développement de la lutte et à la logique propre des dirigeants du mouvement. Ils étaient si résignés qu'ils finirent par accepter l'arrangement suivant : si le passage à la République islamique respectait l'esprit et la lettre de la "Constitution iranienne, et si le changement de régime se faisait au moyen d'un référendum et de votations régulières, la reconnaissance du nouveau régime et le "lâchage" du Chah ne leur poseraient aucun problème. C'est pourquoi, au début de Bahman 1357 (février 79), se tint une réunion de trois personnes (un membre du clergé et du Conseil de la Révolution, l'ambassadeur des Etats-Unis et moi-même), au cours de laquelle fut discutée l'organisation du référendum devant permettre le passage de la monarchie constitutionnelle à la République Islamique (...).

"Pendant que j'étais en contact avec l'ambassadeur américain, j'obtins de l'ambassadeur soviétique, le 14 Bahman 1357, la promesse de reconnaissance par le gouvernement soviétique de l'éventuel gouvernement de la République Islamique (j'avais établi un contact par l'intermédiaire d'un fonctionnaire soviétique des Affaires commerciales, qui parlait le persan). Le 20 Bahman (soit deux jours avant le renversement du régime), le Conseil supérieur de l'armée publia un communiqué annonçant que l'armée n'affronterait plus la nation. Cette décision, prise à la suite de nombreux contacts et entretiens fut une grande victoire pour la Nation (...)" (Lettre de Bazargan au quotidien Etelat).

C'est ainsi que prirent fin 37 jours de démocratie en Iran sous la direction de Chapour Bakhtiar. Dans le Monde du 13 février 79, P.J. Franceschini rendit sous le titre significatif de "le salaire de la témérité", un dernier hommage au Premier Ministre Bakhtiar : "Pourtant, à l'heure des bilans sans passion, on rendra sans doute davantage justice à un homme dont le rue a réclamé la tête, mais dont les intentions étaient nobles et la tentative inspirée par le souci du bien public. Il en avait donné la preuve en commençant une libéralisation qui permit à la presse de reparaitre, en obtenant très vraisemblablement lui-même le départ du Chah et en démantelant la SAVAK. Quand triomphait le "parti d'Allah", que pouvait faire ce Voltairien sarcastique, sinon dénoncer la "dictature pleine de sève des mollahs" qui aspirait à prendre la relève de celle des Pahlavi ?".

Depuis le renversement de Bakhtiar, les slogans : "La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force" (Orwell, 1984), dominant l'Iran et son gouvernement. Bakhtiar représentait un espoir démocratique que la nation iranienne n'a pas pu saisir une première fois. Il représente encore et toujours un espoir démocratique que la nation iranienne saura saisir cette fois.